



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Unité Départementale de Rouen-Dieppe
Équipe Territoriale

Arrêté du 30 AOÛT 2023 mettant en demeure la société **BACHELET BONNEFOND** à **SAINT-PIERRE-DE-VARENGEVILLE** de se conformer aux prescriptions édictées en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement

**Le Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

- Vu le code de l'environnement ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République en date du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 10 août 2004 modifié autorisant et réglementant les activités exercées par la société **BACHELET BONNEFOND** à **SAINT-PIERRE-DE-VARENGEVILLE** ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 23-035 du 30 janvier 2023 portant délégation de signature à Madame Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement suite au contrôle inopiné du 5 juillet 2023, rapport transmis à l'exploitant par courrier en date du 28 juillet 2023 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;
- Vu la réponse formulée par l'exploitant par courriel du 3 août 2023.

CONSIDÉRANT

que la société **BACHELET BONNEFOND** exploite régulièrement un centre de transit de déchets industriels banals et de déchets industriels spéciaux sur la commune de **SAINT-PIERRE-DE-VARENGEVILLE** ;

qu'à ce titre, la société **BACHELET BONNEFOND** est tenue de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 10 août 2004 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 octobre 2014 et de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 ;

que suite à la visite inopinée de l'inspection du 5 juillet 2023, la société BACHELET BONNEFOND a transmis à l'inspection, par courriel du 3 août 2023, le rapport de mesure de bruit effectuée du 11 au 12 janvier 2021, justifiant ainsi la réalisation d'une mesure des niveaux d'émission sonore de moins de 3 ans ;

que le rapport de bruit en date du 14 février 2022 relève des dépassements aux valeurs limites de bruit en zones d'urgence réglementées en période diurne et nocturne, ce qui constitue une non-conformité au respect des dispositions de l'article 3.4.6 annexées à l'arrêté préfectoral du 10 août 2004 modifié susvisé ;

que lors de sa visite inopinée du 5 juillet 2023 sur le site exploité par la société BACHELET BONNEFOND sis au n°224 Chemin de Villers - B.P. 20 à SAINT-PIERRE-DE-VARENGEVILLE, l'inspecteur de l'environnement a constaté des non-conformités au respect des dispositions des articles 3.1.1, 3.1.16, 3.3.2.1 et 3.3.2.4 annexées à l'arrêté préfectoral du 10 août 2004 modifié susvisé et de l'annexe 3.1.III annexées à l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 susvisé, compte tenu notamment de l'absence :

- de nettoyage avant et après le transvasement des camions hydrocureurs,
- de couverture sur les bennes de stockage de déchets solides et pâteux,
- de l'établissement d'un plan de gestion des odeurs suite aux nuisances olfactives constatées.

que le non-respect de ces dispositions est de nature à occasionner une gêne pour le voisinage ;

que l'inspection des installations classées a été destinataire de plaintes de riverains émises au cours du mois du juin 2023 ;

qu'il y a lieu, conformément à l'article 171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure la société BACHELET BONNEFOND de respecter les prescriptions des articles 3.1.1, 3.1.16, 3.3.2.1, 3.3.2.4, 3.4.6 annexées à l'arrêté préfectoral du 10 août 2004 modifié susvisé et de l'annexe 3.1.III annexées à l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime

ARRÊTE

Article 1^{er} -

La société BACHELET BONNEFOND, dont le siège social est situé au n° 12, rue de l'Ancienne Mare à PETIT-QUEVILLY (76140), est mise en demeure pour l'exploitation de ses installations sises au n°224 Chemin de Villers - B.P. 20 à SAINT-PIERRE-DE-VARENGEVILLE (76480), au plus tard selon les délais indiqués après notification du présent arrêté, de respecter les dispositions des articles 3.1.1, 3.1.16, 3.3.2.1, 3.3.2.4 et 3.4.7 annexées à l'arrêté préfectoral du 10 août 2004 modifié et de l'annexe 3.1.III annexées à l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019. Ces prescriptions sont respectivement réputées satisfaites si :

- l'exploitant entrepose **dans un délai d'un mois** la citerne tampon de déchets liquides sur une aire étanche et reliée à une capacité de rétention suffisante. Le calcul de la capacité de rétention sera transmis à l'inspection ;
- l'exploitant renseigne **dans un délai d'un mois** systématiquement les résultats des mesures trimestrielles sur les rejets aqueux dans l'application GIDAF ;
- l'exploitant couvre **dans un délai d'un mois** systématiquement les bennes de déchets solides et pâteux durant la journée ;
- l'exploitant nettoie **dans un délai d'un mois** avant et après chaque chargement, notamment les déchets solides récupérés au niveau du dégrilleur, et rédige une consigne d'exploitation spécifique ;
- l'exploitant :
 - réalise **dans un délai d'un mois** un plan de gestion du bruit et des vibrations notamment en proposant des mesures à prendre pour remédier aux épisodes de bruit et permettant de respecter les valeurs limites de bruit en limite de propriété et en zone à urgences réglementées en période diurne et nocturne. Ce plan sera transmis à l'inspection ;
 - met en œuvre ce plan de gestion **dans un délai de 3 mois** ;

- justifie le respect des valeurs limites **dans un délai de 4 mois**, par une nouvelle mesure des niveaux d'émissions sonores dans les conditions d'exploitation du site en période diurne et nocturne (y compris en astreinte). Le rapport sera transmis à l'inspection ;
- l'exploitant met en œuvre **dans un délai de 6 mois** un plan de gestion des odeurs et réalise des mesures en COVT en sortie de la citerne de stockage des déchets liquides hydrocarbonés.

Article 2 -

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu à ce même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions l'article L.171-7-II du code de l'environnement.

Article 3 -

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de deux mois pour les tiers à compter de la date de publication (article R.421-1 du code de justice administrative).

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

Article 4 -

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 -

Un extrait de cet arrêté est affiché à la Mairie de SAINT-PIERRE-DE-VARENGEVILLE pendant une durée minimum d'un mois.

Article 6 -


La secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, le maire de la commune de SAINT-PIERRE-DE-VARENGEVILLE ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté est notifié à la société BACHELET BONNEFOND.

Fait à ROUEN, le

30 AOÛT 2023

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale


Béatrice STEFFAN